



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2018

BUDGET COMMUNAL



Préambule = loi de finances 2018

Chaque année, dans les deux mois précédant le vote du budget, un débat sur les orientations budgétaires de la Commune est inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal.

Jusqu'ici, le débat d'orientation budgétaire (DOB) était encadré par la loi selon les dispositions suivantes :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. »



La loi NOTRe, (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) promulguée le 7 août 2015 ainsi que l'article L.2313 du code général des collectivités Territoriales précisent qu'un rapport sur les orientations budgétaires contenant les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette, doit être présenté aux organes délibérant dans les deux mois qui précèdent le vote du budget. Par ailleurs, le décret du 24 juin 2016 publié au JO du 26 juin 2016 est venu modifier le contenu ainsi que les modalités de présentation et de transmission du rapport sur lequel se fonde le débat d'orientations budgétaires (DOB) : transmission au Préfet, à l'EPCI de rattachement, mise à disposition du public, dans les 15 jours suivant son examen en conseil municipal.

Cette obligation concerne les communes de plus de 3500 habitants (alinéa 2 de l'article L.2312-1) et leurs établissements publics (alinéas 1 et 2 de l'article L.5211-36), ainsi que les départements (alinéa 1 de l'article L.3312-1).

Ce rapport donne lieu à un débat d'orientation budgétaire (DOB). Celui-ci est acté par une délibération spécifique, qui donne lieu à un vote. Il a pour objectif de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité. Toutefois le rapport d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel. Sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

En conséquence depuis maintenant deux ans nous procédons à :

- La présentation obligatoire d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB).
- La publication des informations contenues dans le ROB (affichage et mise en ligne sur le site officiel de la Commune).

Dans un souci de transparence, la Municipalité de LE VAL s'astreignait déjà à produire un rapport d'orientations budgétaires chaque année et ces éléments étaient déjà présentés. Ce rapport d'orientations budgétaires n'est donc pas une nouveauté pour la Commune de LE VAL.



La Municipalité souhaite présenter des éléments budgétaires complémentaires lors du débat d'orientations budgétaires pour 2018. Il est primordial de donner à l'ensemble des membres du Conseil Municipal une vision précise des finances de la Commune et des orientations poursuivies.

Ces documents seront très largement rendus publics. Tout citoyen a le droit de connaître l'état exact des finances de la Commune. Cet état des lieux est restitué en Conseil Municipal plusieurs fois par an : débat d'orientations budgétaires, présentation du budget, présentation du compte administratif, délibérations modificatives du budget, etc.

Depuis 2014, les Communes participent pleinement à l'effort de redressement des comptes publics au travers d'une baisse des dotations qu'elles perçoivent de l'Etat. L'année 2015 marquait une baisse drastique des dotations. La baisse a continué en 2016 et 2017. Le cumul des baisses successives constitue un réel défi pour les finances de notre Commune. La préparation budgétaire demandera comme chaque année la **réalisation d'efforts** contraignants mais surmontables. Les dépenses de fonctionnement continueront à faire l'objet d'une attention toute particulière. Pour pouvoir mettre en œuvre cette politique dans un contexte extrêmement contraint, la recherche d'économies et d'une meilleure efficacité sera la règle. L'année 2018 est une année d'investissements importants sur les équipements suivants: école maternelle et primaire, centre technique municipal, chapelle.



Contexte économique et financier national

Aujourd'hui, dans la loi de finance 2018 le gouvernement demande un nouvel effort aux collectivités locales qui devront cette fois réaliser 13 milliards d'euros d'économie sur leurs dépenses de fonctionnement d'ici à la fin du quinquennat. La nouvelle contrainte pèse désormais directement sur les dépenses des collectivités car c'est la hausse tendancielle des dépenses locales qui servira de base de calcul aux 13 milliards d'économies. La DGF sera maintenue au niveau 2017 (26.9 milliards d'euros), mais l'évolution des dépenses de fonctionnement ne devra pas dépasser les 1,2% (inflation comprise).

Cette règle, qui fera l'objet d'une contractualisation entre l'Etat et les 319 plus grandes collectivités (Régions, Départements, Métropoles, grandes villes, plus de 60 M€ de dépenses de fonctionnement) devra cependant s'appliquer à toutes les collectivités, sous peine que des pénalités soient mises en œuvre l'année suivante. Le Premier Ministre précise que les collectivités locales qui ne joueront pas le jeu subiront un mécanisme de correction l'année d'après. A l'heure de la rédaction du Rapport d'Orientation Budgétaire, les intentions du Gouvernement apparaissent comme étant plus précises et contraignantes.

Les premiers textes budgétaires posent le cadre de la politique économique et fiscale du quinquennat. Le gouvernement table sur une croissance du PIB de 1,7 % et une inflation de 1 %. Outre la sortie au plus vite de la procédure européenne de déficit excessif, le gouvernement se fixe trois objectifs majeurs d'ici 2022 :

- Baisse de plus de trois points de PIB de la dépense publique à horizon 2022
- Une diminution d'un point du taux de prélèvements obligatoires
- Un infléchissement substantiel de la dette publique (2 210 milliards – 99% du PIB)



La LF 2018 s'appuie sur 2 grands axes :

- L'évolution des dotations et les objectifs d'économie (cité précédemment).
- La suppression progressive de la taxe d'habitation.

La réforme de la taxe d'habitation va conduire à exonérer 80% des foyers redevables de cet impôt à l'horizon 2020, les modalités de compensation pour les collectivités restent cependant à définir.

Cette dernière réforme sera engagée dès 2018 pour s'étaler sur 3 années. La compensation aux collectivités impactées se fera par dégrèvement, l'Etat se substituant alors aux contribuables. Les ménages concernés verront ainsi leur taxe d'habitation diminuée de 30% en 2018, 65% en 2019 et 100% en 2020 par rapport à 2017.

Enfin l'article 24 du Projet de Loi de Programmation des Finances Publiques (PLPFP) vient renforcer la règle dite « d'or ». La règle d'or actuelle interdit aux collectivités locales d'adopter un budget en déséquilibre ainsi que d'emprunter pour financer leur fonctionnement. Mais le gouvernement va maintenant plus loin en encadrant le ratio d'endettement qui sera établi par catégories de collectivités et inscrit dans le code général des collectivités territoriales. Ce nouveau ratio vise à « s'assurer de la soutenabilité financière du recours à l'emprunt par les collectivités ». Il vient fixer une Capacité de Désendettement à 12 ans (nombre d'années d'Epargne Brute nécessaires à la résorption de la dette). Si les efforts demandés sont accomplis, le gouvernement prévoit un bonus sous forme de dotation d'investissement.

Pour ce qui concerne la Taxe d'Habitation, le Président de la République s'est engagé à ce que les communes et communautés bénéficient d'une compensation financière – y compris pour les nouveaux habitants - et conservent le pouvoir de fixer le taux de la taxe.



Le contexte budgétaire de notre collectivité est donc marqué par une diminution drastique de ses recettes.

Or, dans le même temps, les services financés par les communes sont en constante augmentation en raison de la situation économique.

Ces dépenses sont obligatoirement reportées d'une année sur l'autre.

Les finances communales subissent un effet de ciseau qui impose afin de pouvoir conduire le programme d'investissement décidé par la municipalité, d'augmenter la fiscalité directe locale de façon maîtrisée (10%) tout en poursuivant nos efforts de maîtrise de nos dépenses.

Cette augmentation des taux communaux n'impacterait qu'entre 51% et 61% de l'impôt acquitté par l'administré qui subit la part communale mais également la part intercommunale et départementale.

	Commune	EPCI	Département	Total	% commune
<i>Taxe habitation</i>	11,50%	7,28%		18,78%	61%
<i>Taxe foncier bâti</i>	16,60%	0,194%	15,49%	32,28%	51%
<i>Taxe foncier non bâti</i>	87,31%	4,23%		91,54%	95%



Situation de la Commune

Résultat de clôture 2017

	Résultat de clôture 2016	Résultat exercice 2017	Résultat de clôture 2017	Restes à réaliser dépenses	Restes à réaliser recettes	Résultat de clôture 2017
Investissement	407 509,03	-429 488,61	-21 979,58	-546 365,47	705 742,00	137 396,95
Fonctionnement	556 199,11	150 079,87	706 278,98			706 278,98
Total	963 708,14	-279 408,74	684 299,40	-546 365,47	705 742,00	843 675,93

L'exercice 2017 clôture en excédent toutes sections confondues de 843 675.93€ après restes à réaliser. Cet excédent significatif est nécessaire à la réalisation de notre programme d'investissement. Il n'a pas encore été consommé du fait du décalage pris dans la réalisation des travaux d'investissement, dans l'attente de l'achèvement des études lancées (groupe scolaire, rue Thiers et traverse de l'hôpital).

Cette somme est disponible pour participer au financement des nouvelles dépenses d'équipement 2018.

La reprise des résultats s'effectuera comme suit au BP2018 :

Reprise au budget primitif 2018

	Dépenses	Recettes
Déficit d'investissement	-21 979,58	
Excédent de fonctionnement		706 278,98
Restes à réaliser	-546 365,47	705 742,00
Solde		843 675,93



Le résultat de l'exercice de fonctionnement 2017 s'établit donc à 150 079.87€= recettes totales de fonctionnement de l'exercice – dépenses totales de fonctionnement. Si l'on raisonne uniquement en termes de mouvements réels (suivis de décaissements ou d'encaissements), on calcule alors l'épargne brute (CAF) de l'exercice.

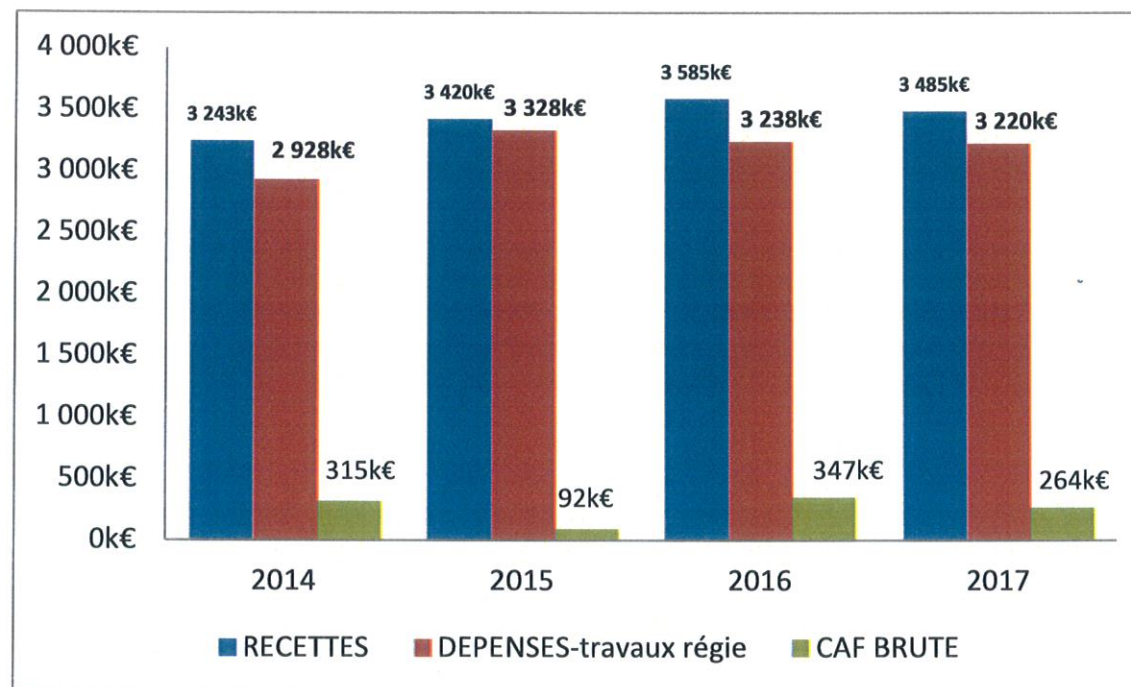
La capacité d'autofinancement brute (CAF) représente l'excédent résultant du fonctionnement utilisable pour financer les opérations d'investissement (remboursement du capital de la dette, dépenses d'équipements,...). Elle est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits de cessions d'immobilisation) et les charges réelles de fonctionnement (hors valeur comptable des immobilisations cédées). La CAF brute est en priorité affectée au remboursement des dettes en capital.

FONCTIONNEMENT	2014	2015	2016	2017
RECETTES	3 242 645,32	3 420 058,51	3 584 919,68	3 484 907,91
DÉPENSES-travaux régie	2 927 737,81	3 328 404,26	3 237 811,01	3 220 494,24
CAF BRUTE	314 907,51	91 654,25	347 108,67	264 413,67

La commune s'est engagée dans une maîtrise de ses dépenses de fonctionnement depuis 2015.

Cette maîtrise est contrebalancée par la baisse des recettes suite à la baisse des dotations de l'Etat et la perte de la dotation de solidarité communautaire.

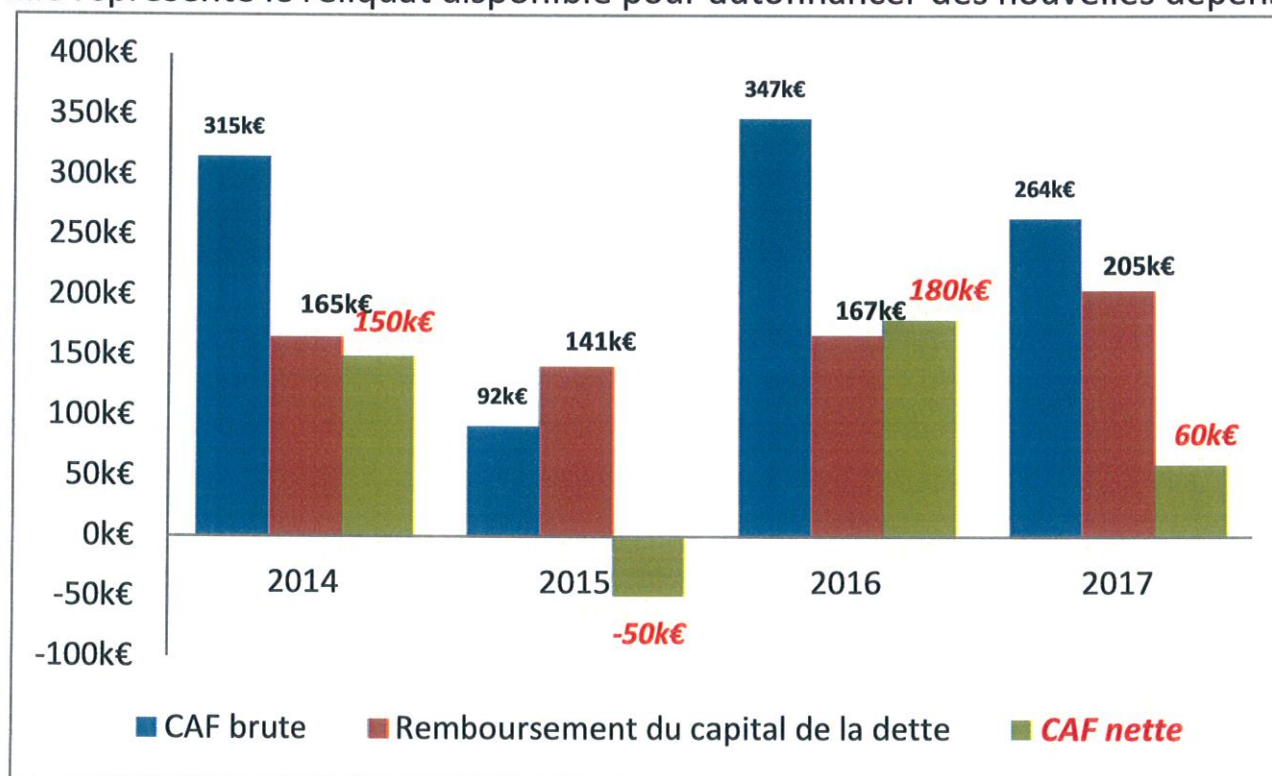
Cette maîtrise des charges permet de maintenir un niveau d'épargne satisfaisant.



L'épargne brute chute en 2017 du fait de la suppression de la dotation de solidarité communautaire (-189K€) et en dépit des efforts de maîtrise des dépenses.



La capacité d'autofinancement nette (CAF nette) représente la capacité brute d'autofinancement après remboursement des dettes en capital. Elle représente le reliquat disponible pour autofinancer des nouvelles dépenses d'équipement.



La CAF nette est une des composantes du financement disponible. Au delà de la chute de la CAF brute, la CAF nette chute en 2017 du fait de la souscription d'un nouvel emprunt de 1.5M€ (terrain CHABAS) en 2016. Son annuité dégrade la CAF nette en 2017. Cette acquisition visait à constituer une réserve foncière dans le cœur du village.



Evolution du financement disponible				
	2014	2015	2016	2017
Produits fonctionnement réels	3 242 645,32	3 420 058,51	3 584 919,68	3 484 907,91
Charges fonctionnement réelles	2 927 737,81	3 328 404,26	3 237 811,01	3 220 494,24
CAF brute	314 907,51	91 654,25	347 108,67	264 413,67
Remboursement du capital de la dette	165 264,93	141 238,03	167 103,77	204 566,84
CAF nette	149 642,58	-49 583,78	180 004,90	59 846,83
Autres ressources d'investissement	300 331,00	231 433,00	586 735,00	258 249,08
Financement disponible	449 973,58	181 849,22	766 739,90	318 095,91

Le financement annuel disponible représente le total des ressources (hors emprunts) dont dispose la collectivité pour investir, après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes. Il se compose de la CAF nette, des subventions et dotations d'investissement et éventuellement des cessions d'actif.



ENDETTEMENT DE LA COMMUNE

L'endettement des communes apparaît le plus souvent cyclique. Après une période d'endettement leur permettant de réaliser de gros investissements, elles se désendettent.

Un emprunt de 1.500.000 € a été réalisé en 2016 pour acquisitions foncières et travaux.
Aucun emprunt n'a été contracté en 2017. Il n'est pas envisagé de recourir à l'emprunt en 2018.

L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

	2014	2015	2016	2017	2018
Remboursement capital	-165k€	-141k€	-167k€	-205k€	-195k€
Nouvel emprunt			1 500k€		
Evolution de la dette	-165k€	-141k€	1 333k€	-205k€	-195k€
Variation				822k€	



Evolution de la Dette jusqu'en 2036 sauf désinvestissement – capital restant dû et annuité:

EVOLUTION DE LA DETTE

Période	Restant dû	Capital	Intérêts	Frais	TOTAL
2017	2 752 300,58	204 566,85	77 441,31	0,00	282 008,16
2018	2 547 733,73	194 676,36	71 551,14	0,00	266 227,50
2019	2 353 057,37	200 689,54	65 537,95	0,00	266 227,49
2020	2 152 367,83	206 927,38	59 300,24	0,00	266 227,62
2021	1 945 440,45	188 429,85	53 096,77	0,00	241 526,62
2022	1 757 010,60	194 418,02	47 108,60	0,00	241 526,62
2023	1 562 592,58	200 638,71	40 887,90	0,00	241 526,61
2024	1 361 953,87	183 219,63	34 496,51	0,00	217 716,14
2025	1 178 734,24	165 178,67	28 727,62	0,00	193 906,29
2026	1 013 555,57	170 955,90	22 950,49	0,00	193 906,39
2027	842 599,67	119 852,25	16 942,47	0,00	136 794,72
2028	722 747,42	88 808,45	13 840,99	0,00	102 649,44
2029	633 938,97	79 119,79	12 148,30	0,00	91 268,09
2030	554 819,18	80 722,12	10 545,97	0,00	91 268,09
2031	474 097,06	82 356,91	8 911,17	0,00	91 268,08
2032	391 740,15	84 024,80	7 243,28	0,00	91 268,08
2033	307 715,35	85 726,47	5 541,61	0,00	91 268,08
2034	221 988,88	87 462,61	3 805,48	0,00	91 268,09
2035	134 526,27	89 233,90	2 034,19	0,00	91 268,09
2036	45 292,37	45 292,37	341,67	0,00	45 634,04

3 334 754,24

**LA CAPACITE DE DESENDETTEMENT**

Le niveau d'endettement se mesure notamment à partir d'un ratio appelé « capacité de désendettement ». Ce ratio, qui rapporte l'épargne brute à l'encours de la dette, permet d'identifier, en nombre d'années, l'endettement d'une commune. Il permet de répondre à la question suivante : en combien d'années une commune pourrait-elle rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut ? La capacité de désendettement doit être inférieure à 8 ans pour qu'une commune soit située dans une zone « verte ».

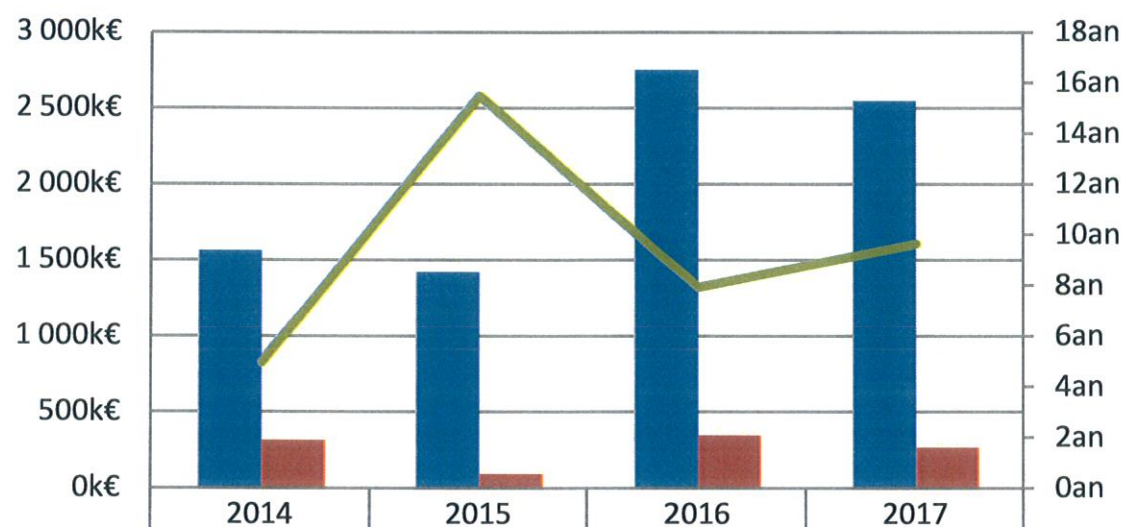
Pour autant, cet indicateur ne peut résumer à lui seul la totalité d'une analyse financière et il doit être mis en perspective. En effet, une commune en phase d'investissement et donc d'endettement peut très bien accepter de laisser ce ratio se dégrader sur un ou deux exercices pour le ramener progressivement vers des niveaux acceptables c'est-à-dire en dessous de dix ans.

Encours de la dette au 31/12/2017 : 2.547.733,73
CAF (ou épargne) brute : 264.413.67
Capacité de désendettement : $2.547.733,73 / 264.413.67 = 10$ ans



Le graphique suivant illustre l'évolution comparée de l'autofinancement et de l'endettement. Le ratio comparant l'un à l'autre consiste en la durée de désendettement, id est, le nombre d'années qu'il faudrait à la commune pour rembourser sa dette si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute. Ce ratio est satisfaisant en 2017 puisque inférieur à 12 ans.

Evolution comparée de l'endettement de l'autofinancement - durée de désendettement



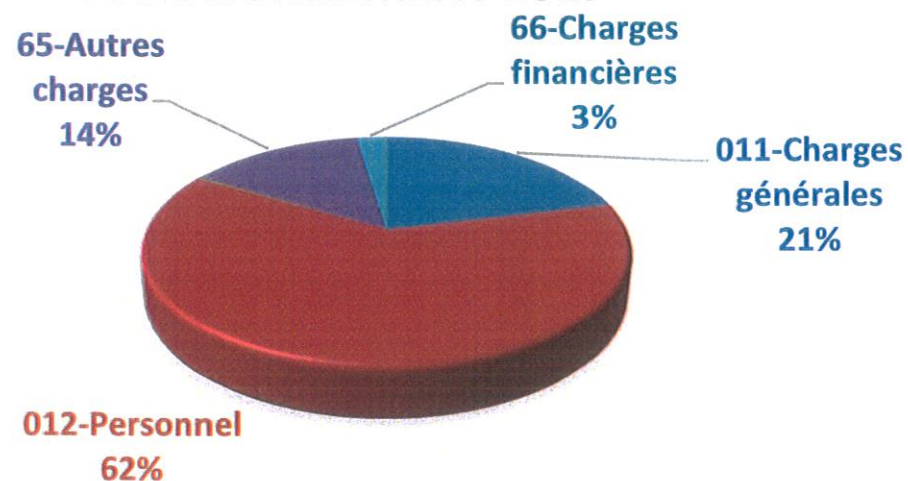
■ Endettement 31/12/N	1 561k€	1 419k€	2 752k€	2 548k€
■ CAF BRUTE	315k€	92k€	347k€	264k€
— durée de désendettement	5an	15an	8an	10an



ZOOM SUR LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

STRUCTURE

**REPARTITION DES DEPENSES DE
FONCTIONNEMENT 2017**



Un taux de charges de personnel relativement élevé s'expliquant principalement par le faible niveau des autres dépenses de fonctionnement.



Evolution des dépenses de fonctionnement depuis 2015

Dépenses	2015	En %	2016	En %	2017	En %	2016/2017	2016/2017 en %
011-Charges générales	969 318,08	29%	798 986,08	24%	692 585,25	21%	-106 400,83	-13%
012-Personnel	1 862 996,45	56%	1 924 340,26	58%	2 034 450,18	62%	110 109,92	6%
014-Atténuations de charges	17 918,00	1%	26 055,00	1%	5 524,00	0%	-20 531,00	-79%
65-Autres charges	423 818,81	13%	484 096,29	15%	460 975,51	14%	-23 120,78	-5%
66-Charges financières	61 946,36	2%	72 944,96	2%	76 627,33	2%	3 682,37	5%
67-Charges exceptionnelles	13 827,97	0%	370,00	0%	310,39	0%	-59,61	-16%
Total dépenses réelles	3 349 825,67		3 306 792,59		3 270 472,66		-36 319,93	-1,10%

La commune conduit depuis 2015 un effort dans la maîtrise de ses charges de fonctionnement.



CHAPITRE 011 - LES CHARGES A CARACTERE GENERAL

Elles comprennent tous les frais de gestion courante d'une Collectivité (frais d'eau, d'électricité, de carburant, de fournitures diverses, les locations mobilières et immobilières, les frais d'entretien des bâtiments, de la voirie, du matériel divers et roulant, les honoraires, les frais d'affranchissement et de téléphone, les impôts fonciers, la documentation diverse (dont les abonnements et livres de la médiathèque)), et les dépenses de fêtes et cérémonies.

Ces charges sont en baisse de près de 15 % en 2017 par rapport à 2016(- 106 400 €). Cela provient notamment de :

Réfection de chemins par SVCRterminé en 2016 (93.448 € en 2016)

Baisse significative du montant des études et recherche 1517 € en 2017 (contre 26775 € en 2016)

Honoraires en baisse : – 8300€

Les prévisions 2018 de charges à caractère général se stabiliseraient à un niveau similaire à celui du BP2017 soit 858K€ contre 838K€ en 2017. Les principales évolutions envisagées sont les suivantes :

+14.5K€ de fournitures de travaux en régie

+14K€ de location de véhicules afin de permettre le remplacement des véhicules en fin de vie par des véhicules neufs en leasing.

**CHAPITRE 012 – CHARGE DE PERSONNEL**

FONCTION (ou SERVICE)	REALISE 2015	(%)	REALISE 2016	(%)	REALISE 2017	(%)	Evolution 2016 à 2017
020 – SERVICES GENERAUX	636 429	34%	684 008	36%	714 009	35%	30 001
112 – SECURITE PUBLIQUE	149 296	8%	142 095	7%	152 915	8%	10 820
211 – ECOLE MATERNELLE	149 506	8%	153 930	8%	156 935	8%	3 005
212- ECOLE ELEMENTAIRE	55 800	3%	40 993	2%	18 579	1%	- 22 414
251 – RESTAURATION SCOLAIRE	196 093	11%	154 204	8%	192 373	9%	38 169
255 – ACTIVITES PERISCOLAIRES	10 555	1%	64 115	3%	62 496	3%	- 1 619
321 – MEDIATHEQUE	52 253	3%	46 345	2%	65 534	3%	19 189
33 – ACTION CULTURELLE	39 197	2%	39 857	2%	61 893	3%	22 036
421 – CENTRE DE LOISIRS	77 164	4%	59 492	3%	83 296	4%	23 804
813 – PROPRETE URBAINE	89 466	5%	103 045	5%	116 813	6%	13 768
820 – SERVICES TECHNIQUES	342 185	18%	371 373	19%	340 690	17%	- 30 683
823 – ESPACES VERTS	65 052	3%	64 884	3%	68 916	3%	4 032
TOTAL	1 862 996	100	1 924 341	100	2 034 450	100	110 109

Les principales hausses de personnel s'expliquent par le remplacement momentané des agents en maladie ou le retour d'agents en congé parental notamment.

Les prévisions 2018 de charges de personnel s'établissent à près de 2 050 000€.

**CHAPITRE 65 – LES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS**

	2015		2016		2017	
	PREVU	REALISE	PREVU	REALISE	PREVU	REALISE
SUBVENTIONS/ DOTATIONS						
Associations	89 600 €	89 260 €	95 388 €	100 281 €	100 780 €	98 467 €
C.C.A.S.	10 000 €	10 000 €	8 000 €	8 000 €	6 000 €	6 000 €
PARTICIPATIONS						
Transports scolaires	56 300 €	48 768 €	41 420 €	57 720 €	20 000 €	18 840 €
SDIS	65 683 €	65 683 €	102 000 €	101 961 €	138 240 €	138 240 €

	2015		2016		2017	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
SYMIELECVAR	64 800,00	36 393,00	59 000,00	59 674,00	40 000,00	38 804,66
SIVAAD	6 500,00	6 438,00	6 000,00	5 979,00	6 000,00	5 323,05
SIVU DE LA LOUBE	50 000,00	50 610,00	40 000,00	30 000,00	51 000,00	50 610,00
TOTAL	121 300,00	93 441,00	105 000,00	95 653,00	97 000,00	94 737,71

Le poste des participations progresse uniquement sous l'effet de l'évolution de la contribution au SDIS qui a plus que doublé entre 2015 et 2017. Les autres postes sont maîtrisés.



La tendance 2018 envisagée est la suivante :

Chapit	Nature	libelle	BP2018	Budget 20	CA2017	Observations
65	6531	Indemnités	76 800,00	110 000,00	93 536,20	baisse du nombre d'adjoints: de 8 à 5
65	6533	Cotisations de retraite	3 600,00	5 200,00	4 002,68	
65	6534	Cotisations de sécurité sociale - part	7 200,00	6 900,00	6 806,64	
65	6535	Formation	3 500,00	5 000,00		
65	6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	1 000,00		
65	6542	Créances éteintes	100,00	100,00		
65	6553	Service d'incendie	176 036,00	138 240,00	138 240,00	notifié
65	65541	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales	87 500,00	97 000,00	94 737,71	baisse car rattrapage de 10K€ / sivu loubé en 2017 au titre de 2016
65	6558	Autres contributions obligatoires	500,00	500,00		
65	65733	Départements	20 000,00	20 000,00	18 840,00	transport scolaire. Suppression ligne école valoise dès le 1er janvier 2017. Reste ligne secondaire
65	657348	Autres communes	500,00	500,00	345,00	
65	657362	C.C.A.S.	8 000,00	6 000,00	6 000,00	
65	6574	Subventions fonctionnement aux associations et autres personnes de droit	100 780,00	100 780,00	98 467,28	
TOTAL			485 516,00	491 220,00	460 975,51	

110 353€ de progression des contributions au SDIS.



Evolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement

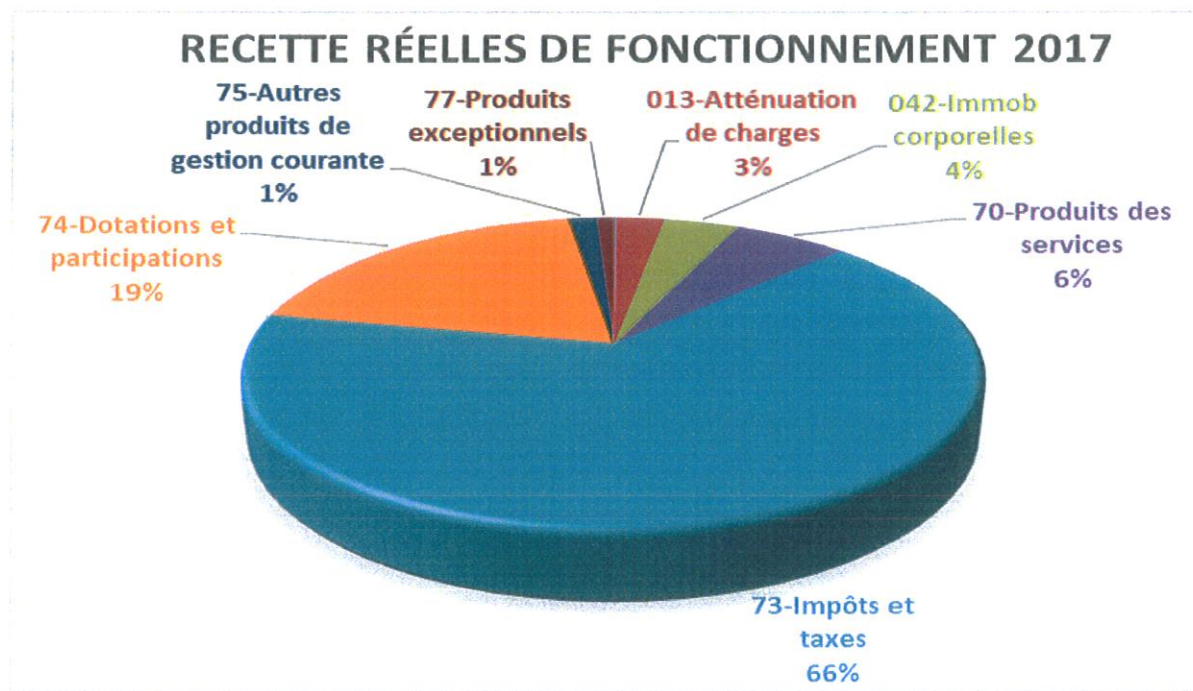
Le projet de BP2018 s'inscrit en diminution des dépenses réelles de fonctionnement au regard du BP2017. Cette diminution provient principalement d'un ajustement des prévisions du chapitre 012-charges de personnel.

	<i>dépenses réelles BP2017</i>	<i>dépenses réelles projet 2018</i>	<i>Evolution</i>
TOTAL	3 636 844,11	3 505 257,00	-131 587,11
011-Charges caractère général	837 890,11	858 926,00	21 035,89
012-Charges de personnel	2 167 734,00	2 050 000,00	-117 734,00
014-Atténuation de produits	30 000,00	10 000,00	-20 000,00
022-Dépenses imprévues	20 000,00	3 815,00	-16185
65-Charges de gestion courante	491 220,00	485 516,00	-5 704,00
66-Charges financières	84 000,00	73 000,00	-11 000,00
67-Charges exceptionnelles	6 000,00	24 000,00	18 000,00



ZOOM SUR LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

STRUCTURE



**ÉVOLUTION**

Recettes réelles	2015	En %	2016	En %	2017	En %	2016/2017	En %
013-Atténuation de charges	52 574,43	1%	91 433,53	2%	105 279,69	3%	13 846,16	15%
042-Immobilier corporelles	106 349,04	3%	138 535,67	4%	138 719,13	4%	183,46	0%
70-Produits des services	147 311,81	4%	171 481,06	5%	217 521,53	6%	46 040,47	27%
73-Impôts et taxes	2 369 669,15	67%	2 513 847,66	68%	2 374 754,69	66%	-139 092,97	-6%
74-Dotations et participations	746 573,53	21%	728 141,10	20%	702 120,09	19%	-26 021,01	-4%
75-Autres produits de gestion courante	85 346,32	2%	73 920,99	2%	52 418,98	1%	-21 502,01	-29%
77-Produits exceptionnels	18 583,27	1%	6 095,34	0%	32 812,93	1%	26 717,59	438%
Totaux	3 526 407,55		3 723 455,35		3 623 627,04		-99 828,31	

Les recettes de fonctionnement connaissent en 2017 une chute brutale suite à la disparition de la dotation de solidarité communautaire, d'un montant de 189K€ en 2016.



CHAPITRE 013 - ATTENUATIONS DE CHARGES

Elles sont composées essentiellement du remboursement, par l'assurance spécifique contractée par la Commune, des frais de personnel (hors charges) pour les agents en arrêt de travail (congé maladie ou AT) (compte 6419).

CHAPITRE 042 – TRAVAUX EN REGIE ET AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS

Il s'agit d'une part des travaux réalisés par les Services Techniques avec matériaux et fournitures payés sur la section de fonctionnement. Pour permettre le basculement dans le patrimoine des chantiers accomplis en régie, la procédure comptable consiste à annuler la dépense en fonctionnement par l'inscription d'une recette de fonctionnement et d'inscrire la dépense en investissement pour un montant de 49 978 € en 2017.

Il s'agit d'autre part de l'amortissement des subventions perçues pour 85 392 € en 2017.



CHAPITRE 70 – PRODUITS DES SERVICES et CHAPITRE 75-PRODUITS DE GESTION COURANTE

Le produit des services est essentiellement composé des redevances de cantine scolaire et de l'accueil de loisirs sans hébergement, les redevances d'occupation du domaine public et le prélèvement sur les budgets de l'eau et de l'assainissement de frais de personnel. Quant au produit de gestion courante, il comprend essentiellement des revenus des immeubles (appartementécole primaire, La Poste, bail fermage du vignoble de Châteaurenard, terrain du berger, implantation des diverses antennes relais de Notre Dame...). Sont inclus également dans ce chapitre les produits des diverses régies municipales (photocopies, fourrière, marché hebdomadaire, location de salles, droits de place...).

Produits des Services	2014	2015	2016	2017	2018
Concessions de cimetière	4 367,00	4 940,00	2 295,00	2 593,32	3 000,00
Redevance d'occupation domaine public (EDF-France TELECOM)+ REGIE DROITS PLACE)	1 335,00	5 447,00	1 775,00	20 883,60	23 000,00
Redevances à caractère culturel et extra scolaires	20 723,00	22 942,00	22 479,00	21 478,36	22 650,00
- Médiathèque	503,00	407,00	627,00	806,50	650,00
- Centre de loisirs	20 220,00	22 535,00	21 852,00	20 671,86	22 000,00
Redevances des services périscolaires	69 722,00	108 635,00	134 055,00	132 825,20	100 000,00
- Hébergement et restauration scolaire	69 722,00	76 784,00	82 178,00	70 642,80	82 000,00
- Activités périscolaires	-	11 451,00	31 482,00	23 335,25	18 000,00
- Transports scolaires	-	20 400,00	20 395,00	15 640,00	-
Remboursement frais personnel budgets eau et assainissement	4 913,00	4 953,00	9 960,00	39 510,56	20 000,00
Divers	145,00	395,00	917,00	230,49	560,00
Totaux - chapitre 70 - produits des services	101 204,00	147 312,00	171 481,00	217 521,53	169 210,00
Revenus des immeubles	34 137,42	62 133,72	49 349,83	35 200,06	29 000,00
Produits divers de gestion courante	11 715,77	23 212,60	24 571,16	17 218,92	7 300,00
Totaux - chapitre 75 - produits de gestion courante	45 853,19	85 346,32	73 920,99	52 418,98	36 300,00
Total	147 057,19	232 658,32	245 401,99	269 940,51	205 510,00

Pour 2018 :

Compte 7067 – transfert à la CAPV de la compétence transport scolaire – soit -15K€ de recettes.

Compte 752 - en 2018, baisse de 6500€ des loyers car encaissements de 2 loyers en 2017.

Compte 758 – fin du fonds de soutien aux activités péri-scolaires.



CHAPITRE 73 -IMPOTS ET TAXES

FISCALITE DIRECTE LOCALE

Les taux d'imposition communaux n'ont pas été augmentés depuis 2006, et sont les suivants :

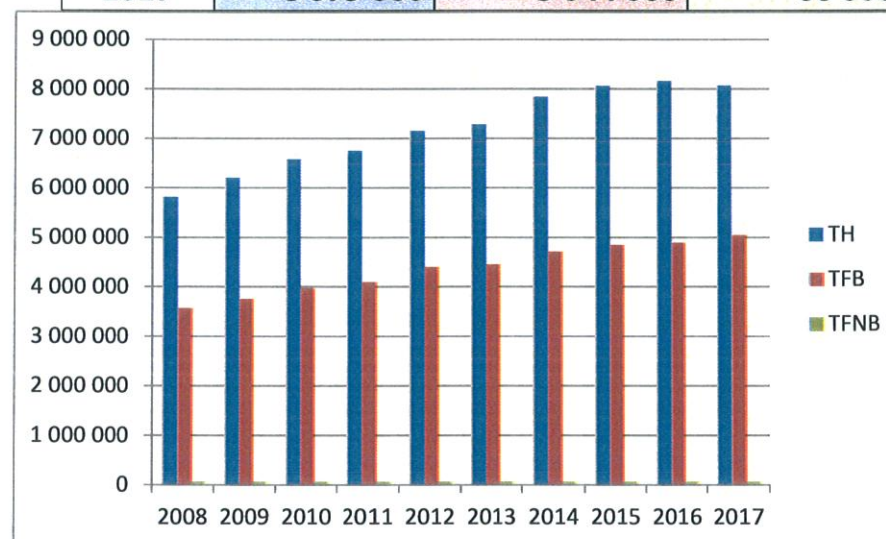
TAXE D'HABITATION	11,50 % pour une moyenne départementale de 23.93%
TAXE FONCIER BATI	16,60 %pour une moyenne départementale de 23.61%
TAXE FONCIER NON BATI	87,31 %pour une moyenne départementale de 70.49%

Le produit des contributions directes reversé à la Commune a évolué depuis 2006 en raison des révisions des bases d'imposition par les Services Fiscaux, bases utilisées comme assiette des impôts prélevés pour la Région et le Département.



Evolution des bases d'imposition par type d'impôt de 2008 à 2017

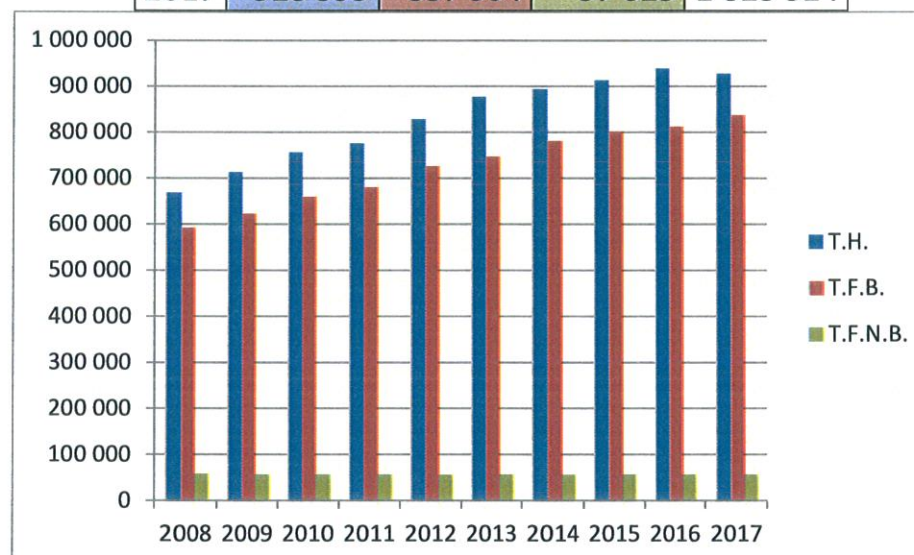
	TH	TFB	TFNB
2008	5 814 483	3 571 378	67 097
2009	6 206 540	3 754 825	66 247
2010	6 579 868	3 977 691	65 294
2011	6 751 000	4 099 000	65 700
2012	7 153 931	4 401 838	65 138
2013	7 288 000	4 459 000	67 300
2014	7 842 397	4 713 707	65 313
2015	8 063 598	4 845 884	65 445
2016	8 165 000	4 898 000	65 600
2017	8 073 000	5 044 000	66 000





Evolution des produits des contributions directes par type d'impôt de 2008 à 2017 :

	T.H.	T.F.B.	T.F.N.B.	TOTAL
2008	668 666	592 849	58 582	1.320.097
2009	713 752	623 301	57 840	1.394.893
2010	756 685	660 297	57 008	1.473.990
2011	776 365	680 434	57 363	1.514.162
2012	829 035	726 914	56 402	1.612 351
2013	877751	747420	56978	1.682.149
2014	894 240	781 528	56 490	1.732.258
2015	913 445	801 946	57 275	1 772 666
2016	938 975	813 068	57 275	1 809 318
2017	928 395	837 304	57 625	1 823 324





Les bases d'imposition 2018 seront revalorisées forfaitairement de 1.2% au regard de 2017.

Afin de permettre le financement du programme d'investissement, il est proposé d'augmenter de 10% les taux d'imposition communaux en 2018.

Le produit des contributions directes (Taxe d'Habitation, Taxe Foncière Bâtie et Taxe Foncière Non Bâtie) devrait donc s'élever à environ **2 070 347€**.

	Base 2018	Taux 2017 %		Coefficient de variation	Taux modifiés %	Produit 2018 avant hausse	Produit 2018 après hausse	Taux moyen national	Taux moyen départemental
taxe d'habitation	8 431 000	11,50	X	1,100000	12,65	969 565	1 066 522	24,47%	23,94%
taxe foncière sur les propriétés bâties	5 155 000	16,60	X	1,100000	18,26	855 730	941 303	21,00%	23,69%
taxe foncière sur les propriétés non bâties	65 100	87,31	X	1,100000	96,04	56 839	62 522	49,46%	71,25%
Produit fiscal 73111 communal						1 882 134	2 070 347		

Rappel : Contributions directes = taux d'imposition (fixé par le Conseil Municipal) x bases d'imposition (notifiées par les services fiscaux).

**LA FISCALITE INDIRECTE :**

La fiscalité indirecte est constituée essentiellement de la taxe sur la consommation finale d'électricité et du fonds départemental de péréquation de la taxe additionnelle aux droits de mutation. **Les prévisions 2018 sont dans la moyenne des années précédentes.**

Chapit	ture off	libelle	BP2018	CA2017	CA2016	CA2015	CA2014
73	7336	Droits de place	3 500,00	3 015,00	3 340,00	4 199,00	4 264,00
73	7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité	110 000,00	111 662,07	108 593,29	106 459,66	114 481,11
73	7381	Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la tax	100 000,00	123 636,62	98 289,37	108 835,49	94 644,26



LES REVERSEMENTS DE FISCALITE PAR L'INTERCOMMUNALITE

-Communauté d'Agglomération « Provence Verte » :

Depuis 2014, la commune perçoit une attribution de compensation égale au produit de la taxe professionnelle perçue par la Commune l'année précédant son entrée dans la Communauté diminuée du coût net des charges transférées.

L'attribution de compensation s'élève à 217.364€ et est stable depuis 2014.

La dotation de solidarité est un reversement facultatif de l'EPCI vers ses Communes membres dont le montant est fixé librement par le Conseil Communautaire. Les critères de répartition ont été arrêtés par la Communauté en tenant compte prioritairement de l'importance de la population et du potentiel fiscal par habitant, les autres critères étant fixés librement.

La dotation de solidarité d'un montant de 188.697 € en 2016, a été supprimée en 2017. Aucune dotation de solidarité ne sera budgétée au BP2018.

Le Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales s'est élevé en 2017 à 67 403€ pour 80.455 € en 2016. Son montant est stabilisé dans le projet de BP2018 à 67 403€.



CHAPITRE 74 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Dotations de l'Etat	2014	2015	2016	2017	2018
Dotation Forfaitaire- D.G.F.	592 490	524 695	448 968	411 359	400 000
Dotation Solidarité Rurale	46 014	51 688	53 043	56 165	56 165
Dotation Nationale de Péréquation	51 391	46 252	41 627	37 464	37 464
Dotation de décentralisation (aide PLU)	-	-	19 000	-	-
Dotation Emplois Avenir	552	27 851	42 171	38 645	14 000
Attributions compensations Etat (TP-TFB-TFNB)	91 166	96 088	81 844	110 338	110 338
Département (effort construction logements)		340	8 312	2 776	2 000
C.A.F. (contrat enfance jeunesse)			33 175	45 374	42 000
Totaux	786 910	746 573	728 140	702 120	661 967

Les dotations diminuent chaque année. 2017 enregistre une baisse de 26K€ au regard de 2016, principalement au titre de la DGF.

Les prévisions 2018 sont à la baisse : nouvel écrêtement estimé de 11K€ pour la DGF, fin des aides au titre des emplois d'avenir.



CHAPITRE 77 – PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ils sont composés essentiellement du remboursement des sinistres par l'assurance multirisques (dégradations, vols, etc...) et de remboursements divers.

Ces recettes ne peuvent être évaluées en début d'année (remboursement sur sinistres à venir par exemple).



SECTION D'INVESTISSEMENT

Evolution des dépenses d'investissement depuis 2015 – réel + travaux en régie

CHAPITRE	DEPENSES	2015	2016	2017
16	Remboursement du capital	141 238,00	167 969,00	204 566,84
040	Travaux en régie	21 421,41	68 981,58	49 978,42
20 à 23	Dépenses équipement	329 769,00	2 940 245,00	547 526,23
	TOTAUX	492 428,41	3 177 195,58	802 071,49



Evolution des recettes réelles d'investissement depuis 2015

CHAPITRE	RECETTES	2015	2016	2017
10	FCTVA	93 467,00	13 482,00	26 750,00
	T.L.E./Taxe aménagement	56 721,00	93 714,00	155 757,62
	Excédent de fonctionnement	150 000,00	170 000,00	
	Autres	-	-	11 065,96
13	Subventions/Don	80 594,00	479 539,19	64 675,50
16	Emprunt	-	1 500 000,00	-
	Epargne brute annuelle	91 654,25	345 974,17	264 413,67
	Excédents reportés	1 728 186,03	1 538 193,87	963 708,14
	TOTAUX	2 200 622,28	4 140 903,23	1 486 370,89


LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ENGAGEES NON MANDATEES EN 2017

TOTAL		546 364,00
<i>Chapitre</i>	<i>Libellé opération</i>	<i>Dont Restes à Réaliser dépenses 2017</i>
367	TRAVAUX CHAPELLE	252 917,72
422	AVENUE JEAN MOULIN ECLAIRAGE	13 440,00
307	MATERIEL DIVERS	8 016,05
317	RUE THIERS-MISERICORDE-HOPITAL	8 560,00
300	Travaux école maternelle et primaire	116 860,00
374	PADD-PLU-OAP-COMMISSAIRE ENQUETEUR	31 107,20
343	HOTEL DE VILLE	2 178,58
402	RUE NATIONALE/PL GAM BETTA	870,00
410	AMENAGEMENTS DIVERS	42 385,12
416	RESEAU PLUVIAL	1 110,00
418	LA MAGNANERIE	16 320,00
420	ACCESSIBILITE	52 600,00


LES RECETTES D'INVESTISSEMENT NOTIFIEES NON TITREES EN 2017

<div>▼</div> TOTAL <div>▼</div>		<div>705 742,00</div> <div>▼</div>
<i>Chapitre</i>	<i>Libellé opération</i>	<i>Dont Restes à Réaliser recettes 2017</i>
R10222	FCTVA 2017	228 000,00
367	TRAVAUX CHAPELLE	190 526,00
402	RUE NATIONALE/PL GAM BETTA	250 000,00
416	RESEAU PLUVIAL	37 216,00



PRESENTATION DES PRIORITES DU BUDGET PRIMITIF 2018
AU TITRE DE L'INVESTISSEMENT

Le budget primitif 2018, qui sera voté en avril 2018, devra assurer, comme en 2017 :

- Une maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement
- Un niveau d'autofinancement nécessaire au financement des investissements

Pour mémoire, le résultat de clôture 2017 de la section d'investissement présente un solde déficitaire de 21 979,58€ et de 706 278,98€ pour la section de fonctionnement. Ces résultats contribuent pour partie à l'autofinancement des équipements 2018.

L'ambitieux programme d'investissement que nous souhaitons conduire ne peut être financé avec les seules ressources du budget communal. Aussi, il est proposé au Conseil Municipal d'opérer un reversement au budget principal des excédents de fonctionnement des budgets eau et assainissement d'un montant global proche de 1M€ également réparti entre les 2 budgets.



La possibilité de reversement d'un excédent d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement a été expressément prévue par le 3° des articles R. 2221-48 et 90 du CGCT. Par ailleurs, le Conseil d'Etat a également fixé trois conditions cumulatives au reversement d'un excédent de fonctionnement d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement (CE, 9 avril 1999, Bando) :

- l'excédent dégagé au sein du budget SPIC doit être exceptionnel et ne saurait résulter de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;
- le reversement de l'excédent n'est possible qu'après affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et après couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- enfin, le reversement n'est possible que si les excédents ne sont pas nécessaires au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme.

Dès lors, seuls les excédents exceptionnels résultant du fonctionnement d'un SPIC peuvent être reversés au budget principal de la collectivité de rattachement.



POSSIBILITES DE PREVISIONS POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET 2018

A la date de la rédaction de ce document « débat d'orientation budgétaire », l'équilibre de la section d'investissement peut se résumer comme suit

TOTAL		3 329 362,	546 364,
Chapitre	Libellé opération	Dépenses 2018	Dont Restes à Réaliser dépenses 2017
D001	Reprise résultat 2017	21 979,58	
	Restes à réaliser 2017	546 365,47	
D16	Remboursement emprunt	195 000,00	
D040	Amortissements et transferts de subvention	85 400,00	
040	ACCESSIBILITE= travaux regie - fournitures	50 000,00	
040	ACCESSIBILITE= travaux regie - main d'œuvre	21 000,00	
425	FOYER - REFECTION DU REZ DE CHAUSSEE	80 000,00	
367	TRAVAUX CHAPELLE	176 000,00	252 917,72
422	AVENUE JEAN MOULIN ECLAIRAGE	25 000,00	13 440,00
307	MATERIEL DIVERS - liste services techniques		8 016,05
307	Matériel ST - balayeuse	120 000,00	
307	Matériel ST - aspirateur	18 000,00	
307	Matériel ST - autres	7 200,00	
307	VEHICULE POLICE	35 000,00	
307	MATERIEL DIVERS -AUTRES SERVICES	25 000,00	
307	POLICE MUNICIPALE - LOGICIEL PVE	5 000,00	
307	MATERIEL DIVERS - ENVIRONNEMENT CIMETIER	27 400,00	



<i>Chapitre</i>	<i>Libellé opération</i>	<i>Dépenses 2018</i>	<i>Dont Restes à Réaliser dépenses 2017</i>
317	RUE THIERS-MISERICORDE-HOPITAL	274 000,00	8 560,00
317	CREATION RALENTISSEUR ET ENROBE ANCIEN CI	40 000,00	
336	SERVICES TECHNIQUES	251 000,00	
300	Travaux école maternelle et primaire		116 860,00
300	Travaux école maternelle et primaire	420 000,00	
308	Travaux école maternelle et primaire	840 140,00	
374	PADD-PLU-OAP-COMMISSAIRE ENQUETEUR	15 600,00	31 107,20
374	PADD-PLU-OAP-BEGEAT-FINALISATION PLU	14 978,40	
374	PADD-PLU-OAP-LLC	8 800,00	
374	PADD-PLU-OAP-	621,60	
313	BATIMENTS DIVERS	16 877,13	
343	HOTEL DE VILLE		2 178,58
402	RUE NATIONALE/PL GAM BETTA		870,00
405	VIDEOSURVEILLANCE	4 000,00	
410	AMENAGEMENTS DIVERS		42 385,12
416	RESEAU PLUVIAL		1 110,00
418	LA MAGNANERIE		16 320,00
421	CENTRE DE LOISIRS	5 000,00	
420	ACCESSIBILITE		52 600,00



Monsieur le Maire **EXPOSE** au Conseil Municipal que des travaux de création d'un nouveau Centre Technique Municipal doivent être envisagés.

Ces travaux sont actuellement estimés à hauteur de 713.000 € TTC

Monsieur le Maire **PROPOSE** de créer une autorisation de programme d'un montant de 713.000 € pour ces travaux.

Il **PROPOSE** d'adopter pour cette autorisation de programme le phasage suivant des crédits de paiement :

	crédits de paiement 2018	crédits de paiement 2019
Centre technique municipal	251 000,00	462 000,00

Il est actuellement prévu d'autofinancer cette opération.



PROGRAMME 2018 – SUBVENTIONS ET AUTRES RECETTES D INVESTISSEMENT

▼ TOTAL ▼		3 329 362,18 ▼	705 742,00 ▼
<i>Chapitre</i>	<i>Libellé opération</i>	<i>Recettes 2018</i>	<i>Dont Restes à Réaliser recettes 2017</i>
	Restes à réaliser 2017	705 742,00	
D040	Amortissements et transferts de subvention	250 000,00	
R021	Virement de la section de fonctionnement à l'inv	1 605 410,98	
R10222	FCTVA	82 000,00	
R10222	FCTVA 2017	16 190,00	228 000,00
R10226	Taxe aménagement	50 000,00	
367	TRAVAUX CHAPELLE	0,00	190 526,00
300	Travaux école maternelle et primaire	166 743,00	
308	Travaux école maternelle et primaire	453 276,20	
402	RUE NATIONALE/PL GAM BETTA		250 000,00
416	RESEAU PLUVIAL		37 216,00



DEBATS

Section de fonctionnement :

A l'évocation de la politique de désendettement de la Commune amorcée par la Municipalité :

M. VERDON souligne que la prudence est de mise pour les années à venir car aujourd'hui la Commune est plus ou moins paralysée pour investir. Un nouvel emprunt présenterait un risque majeur.

Mme PLANTON confirme que la Commune a atteint un niveau d'endettement plafond ou quasiment. Elle souligne que pendant quelques années, le recours à l'emprunt n'a pas été acté car des excédents ont pu être reportés d'une année sur l'autre vu qu'aucun projet n'a été réalisé (pas de dépenses).

Mme DONADEY indique que la capacité de désendettement de la Commune (10 ans) flirte avec la limite de l'acceptable : "Elle ne devrait pas dépasser les 8 ans. Il faudra être particulièrement vigilant sur ce point".

M. KINET rappelle les récentes mesures gouvernementales visant à la suppression de la taxe d'habitation étalée sur 3 ans avec des exonérations prévues dès 2018. Il demande comment sera compensée cette perte de ressources pour les Communes ?

Mme PLANTON indique que le gouvernement va compenser les exonérations car l'Etat se substituera aux contribuables exonérés sur la base des impositions 2017.

M. KINET demande si cette compensation prendra en compte la hausse du taux de taxe d'habitation prévue pour 2018.

Mme PLANTON confirme que la compensation sera basée sur la base de 2017.

M. VERDON explique qu'un contribuable, payant jusqu'à maintenant 1.000 € de TH et exonéré à partir de 2018, paiera 100 € si la Commune augmente de 10 % sa TH. Il ajoute que si le contribuable constate une baisse de ses ressources, son imposition sera en baisse.

M. KINET demande sur combien d'années l'Etat s'est engagé à compenser la perte de ressources au niveau de la T.H.

Mme PLANTON indique qu'aucune limitation de durée n'est inscrite dans le texte de loi.



M. KINET souligne que cette précision importante n'est pas inscrite dans le R.O.B.

Mme PLANTON conteste et donne lecture du passage du document relatif à ce sujet en page 6.

M. KINET revient sur la perte de ressources qui impactera le budget des Communes.

Mme PLANTON récusé cette information en rappelant que l'Etat s'est engagé à verser une compensation aux Communes.

M. KINET répond que cette compensation ne durera que 3 ans, soit jusqu'en 2020.

Mme PLANTON indique que l'exonération est étalée sur 3 ans mais que la compensation de l'Etat n'a pas de date limite. En conséquence elle confirme que la Commune n'a pas à anticiper une perte de ressources à ce niveau pour les années futures.

M. PAZ revient sur l'endettement de la Commune et sur la capacité de désendettement de 10 ans, durée limite acceptable. Il demande si la situation financière de la Commune serait plus favorable aujourd'hui si la Commune n'avait pas emprunté 1.500.000 € pour l'achat du terrain CHABAS.

M. COLLAINE répond qu'évidemment la capacité de désendettement serait plus favorable sans cet emprunt.

Mme PLANTON souligne qu'en regard de cet emprunt le patrimoine foncier communal s'est accru.

M. COLLAINE confirme en précisant que le terrain a une valeur certaine.

M. KINET ajoute qu'en cas de revente pour la création d'un groupement d'habitations ou autres, la Commune pourra récupérer des recettes.

M. NAL confirme que ce terrain constitue une bonne réserve pour l'avenir.

M. VERDON insiste sur la nécessité de poursuivre une maîtrise ferme des dépenses dans l'avenir.



A l'évocation des charges de personnel

M. VERDON indique que la Commune est largement au-dessus de la moyenne de la strate avec 62 % des dépenses de fonctionnement pour les charges de personnel.

Mme PLANTON indique que la moyenne de la strate est de 441 € par habitant et que pour LE VAL le montant est de 425 € par habitant, donc inférieur. Elle souligne d'autre part que le pourcentage représenté par les charges de personnel varie en fonction de l'évolution des charges à caractère général :. Elle explique que la maîtrise des dépenses de charges à caractère général entraîne leur baisse et donc un pourcentage plus bas par rapport aux dépenses totales de fonctionnement mais entraîne aussi par effet de levier une hausse du pourcentage des charges de personnel. Elle rappelle que ce sont des ratios qui sont inscrits au BP.

M. KINET s'étonne de ce pourcentage de 62 % car, dit-il, le Conseil Municipal n'a jamais voté pour une telle augmentation de cette dépense. Il précise que le montant voté par celui-ci chaque année au budget est constamment dépassé et ce dépassement est constaté par les élus lors de la présentation du compte administratif en fin d'exercice. Il s'inquiète de la façon de procéder de l'exécutif qui ne tient aucun compte du vote de l'assemblée et prend des décisions relatives au personnel communal tout au long de l'année qui implique ce dépassement. Il souligne que le pourcentage des charges de personnel est passé de 58 % en 2016 à 62 % en 2017. Il en ressort un problème de confiance dans l'exécutif. Il regrette également qu'aucun comparatif d'une année sur l'autre ne soit transmis aux Conseillers

Mme PLANTON précise d'une part que le comparatif entre les charges de personnel d'une année sur l'autre figure toujours dans le ROB et d'autre part que le montant voté par le Conseil au budget de 2017 n'a absolument pas été dépassé bien au contraire, la Municipalité ayant donc bien respecté le montant voté. Elle indique que c'est le ratio en valeur brute qui a augmenté et rappelle que le vote du budget est effectué par chapitre.

M. COEURDEUIL demande de ne pas focaliser sur cette "augmentation" des charges de personnel et revient lui aussi sur l'effet de levier qui s'opère lorsque le pourcentage des charges à caractère général baisse car cela implique une hausse du pourcentage de celles concernant le personnel.

M. KINET indique que certes les charges à caractère général ont baissé vu que les travaux d'entretien des chemins ont été inexistantes en 2017 : "on a réduit nos dépenses certes, mais on n'a rien fait, aucun travaux d'entretien à tous les niveaux, ce n'est pas une économie. Par contre on pourrait lancer une politique d'économie au niveau du chauffage des bâtiments, de la climatisation (comme dans la mairie où tout est en fonctionnement sept jours sur sept..... idem pour les frais de téléphone, pour les négociations lors des appels d'offres, etc....."



A l'évocation des charges relatives aux autres charges de gestion courante :

M. VERDON demande comment est justifié l'augmentation de la contribution au SDIS qui augmente en 2018 d'environ 27 % par rapport à celle de 2017 qui avait déjà presque doublé comparativement à celle de 2016 : "quel est le mode de calcul et quels sont les arguments avancés par le SDIS ?"

M. KINET indique que l'explication donnée par le SDIS est que les modalités d'application ont changé et que de nouveaux critères ont été institués.

M. COEURDEUIL tient à souligner la disparité énorme entre les départements : "c'est le cœur du débat ! la volonté de l'Etat tend à la solidarité nationale : quand la région parisienne s'inonde tout le monde paie mais quand des incendies sévissent dans le Var, personne ne s'en inquiète. Les pompiers du Var sont des enfants gâtés notamment par l'attribution à l'année d'un véhicule de fonction. Pour en revenir à la contribution au SDIS, on remarque que certaines communes du bord de mer sont favorisées à l'encontre de petites communes de l'intérieur moins riches mais qui paient le prix fort. Certaines d'entre elles ont d'ailleurs porté l'affaire devant les tribunaux qui ont donné raison à plusieurs d'entre elles. On peut s'étonner alors de la position du Conseil Départemental qui tape sur la table pour imposer aux Communes de s'acquitter de leur contribution sans rechigner."

M. FOURNEL conseille de bloquer le montant de la contribution 2018 auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et d'intenter une action en justice.

M. COEURDEUIL demande que ce dossier soit étudié de très près avant toute action.

A l'évocation des charges relatives aux véhicules municipaux

M. VERDON demande si la proposition de renouveler le parc automobile communal en ayant recours au leasing est la bonne solution : "quel est le nombre de véhicules concerné par le renouvellement ? un étalement est-il prévu pour y procéder ? Je rappelle que cette année la Commission des Finances ne s'est pas réunie et qu'en conséquence nous n'avons pu discuter sur aucun point. Depuis un an, nous n'avons pas été réuni. Les réunions se font à 2 ou 3 personnes ce qui est inadmissible et contraire aux dispositions du règlement intérieur."

M. COLLAINE indique que la formule du leasing est envisagée pour le remplacement du véhicule de la Police Municipale, l'acquisition d'un camion plateau ainsi qu'un autre véhicule pour les Services Techniques. La dépense a été estimée à 13.000 € par an ce qui revient largement moins cher qu'une acquisition classique. Il précise que le renouvellement se fera de façon échelonnée. Il soutient que la Commission des Finances a bien été réunie.



A l'évocation des produits des services

M. VERDON constate que le produit des taxes directes locales est équivalent au montant des charges de personnel. Il s'étonne de l'argument tendant à dire qu'on maîtrise les dépenses alors qu'on augmente les impôts.

M. COLLAINE rappelle que le recours à l'augmentation des impôts provient essentiellement du fait, d'une part que les ressources de la Commune, notamment les dotations de l'Etat, sont en forte baisse et d'autre part, que certaines charges (dont le SDIS) sont en forte augmentation. Il souligne que la maîtrise des dépenses ne peut être effective que sur les postes gérés directement par la Commune.

M. KINET demande comment est justifié le transfert des charges de personnel des budgets des services publics vers le budget communal.

Mme PLANTON évoque l'implication du personnel, notamment le service administratif, dans la procédure de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement en 2017.

M. KINET rappelle qu'un AMO (assistant au maître d'ouvrage) avait été missionné pour mener à bien cette procédure.

M. KINET s'insurge ensuite contre le transfert d'une partie de l'excédent d'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif vers le budget communal : "Aucun travail d'entretien des réseaux ou d'extension n'est réalisé depuis des années mais on ne pourra pas continuer ainsi encore longtemps. Les canalisations sont vétustes et sujettes à des fuites ce qui s'avère dommageable pour la nappe phréatique pour le réseau d'eau et pour l'environnement quand cela concerne le réseau d'assainissement. Alors, se priver de cet excédent de fonctionnement implique un non transfert vers l'investissement et donc le manque de ressources pour réaliser les travaux de chaque service. Et pour quelles raisons ces excédents devraient être affectés à des travaux de bâtiments ou autres qui n'ont rien à voir avec leur affectation initiale ? Si encore on affectait cet argent à l'amélioration du réseau pluvial (pour l'excédent d'assainissement), ce serait acceptable, mais pas pour financer n'importe quel autre projet du budget communal ! De plus, on en a pas discuté en Commission des Finances !"

Mme PLANTON répond que le C.G.C.T. prévoit ce transfert sans imposer une quelconque compétence particulière.

M. KINET la prie de vérifier ses informations avant de les attester. Il pense que le Trésorier va retoquer le budget communal. Il demande à Mme PLANTON de rester dans le cadre d'un conseil honnête auprès des élus. Il indique que la possibilité de reverser de l'excédent de fonctionnement du budget de l'assainissement vers le budget communal n'est permis que pour des travaux sur le réseau pluvial et pas pour n'importe quelle opération d'investissement.



Mme PLANTON revient sur les trois conditions cumulatives fixées par le Conseil d'Etat au reversement d'un excédent de fonctionnement d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement (CE, 9 avril 1999, Bando) :

- l'excédent dégagé au sein du budget SPIC doit être exceptionnel et ne saurait résulter de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;
- le reversement de l'excédent n'est possible qu'après affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et après couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- enfin, le reversement n'est possible que si les excédents ne sont pas nécessaires au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme.

Elle confirme que l'équipe municipale considère que ces 3 conditions sont remplies pour chaque budget.

M. FOURNEL : "Pour ma part, je pense qu'on aurait dû débloquer avant ces montants excédentaires ; j'en parle depuis le début du mandat."

M. KINET : "Ces transferts sont essentiellement effectués par crainte de perdre cet argent lors du transfert de compétences à la CAPV !"

M. GAUTIER : "Le transfert de 1M€ des budgets des services publics de l'eau et de l'assainissement vers le budget communal n'impliquerait-il pas l'impossibilité de réaliser des travaux sur les réseaux tels que ceux que nous avons prévus en début de mandat (restructuration du réseau et extension) ? Je rappelle que certains secteurs urbanisés ne sont pas desservis par le réseau d'assainissement collectif mais fonctionnent encore avec des installations autonomes (fosses septiques). Au PLU aussi des extensions sont prévues. Quel est le programme 2018 arrêté pour chaque service ?"

Mme PLANTON rappelle quelques chiffres des comptes administratifs 2017 notamment les excédents cumulés qui s'élèvent à 1.300.000 € pour l'eau et 940.000 € pour l'assainissement. Elle souligne que les excédents d'investissement subsisteront dans chacun des deux budgets et permettront la réalisation de travaux significatifs de réseaux et d'installations techniques.

M. KINET rappelle en effet que l'équipement du forage de Notre-Dame notamment doit être programmé au plus tôt.

M. GAUTIER convient que le reversement d'une partie des excédents s'avère urgent pour éviter de perdre cet argent mais il demande qu'une réunion soit programmée dans les prochains jours pour arrêter les modalités d'utilisation des fonds. Il demande une visibilité totale de cette répartition : "il faut qu'on sache quoi répondre aux administrés."



M. VERDON demande la programmation urgente de la Commission des Finances simultanément à celle des Travaux notamment.

M. KINET souligne qu'en l'absence de réunions communes, les demandes sont faites à l'Adjoint délégué qui répond qu'il ne peut rien décider sans l'avis de son collègue délégué à une autre fonction, etc. etc. : "on se renvoie les dossiers de l'un à l'autre et rien ne se fait. C'est une aberration !".

Mme LEBERQUIER : "Effectivement, je n'ai jamais été convoquée à une quelconque réunion de la Commission des Finances, je n'ai jamais reçu d'email à ce sujet."

M. COEURDEUIL : "Pourquoi tergiverser, les excédents sont importants et la loi permet le transfert vers le budget communal qui en a besoin pour réaliser le programme d'investissement 2018."

M. KINET demande si on peut envisager une baisse de la taxe d'assainissement de 30 % par exemple en compensation.

M. COEURDEUIL indique que la gestion des finances s'avère être une gestion démagogique et purement comptable quand on ne fait rien et on mène une gestion purement comptable au centime près. Soit on bouge et ça coûte de l'argent, soit, comme lors du mandat municipal précédent on ne dépense rien mais on ne fait rien non plus, même pas un trait de peinture sur la chaussée !"

M. VERDON indique que le plan comptable des communes (M14) et celui des services publics (M49) prévoient des dispositions comptables bien précises et que le truchement visant à transférer des crédits d'une opération à une autre ou d'un budget à un autre n'est pas très rigoureux.

Mme PLANTON confirme pourtant ces possibilités réglementaires.

M. KINET revient sur les travaux de réseaux à prévoir notamment pour les opérations de construction de 450 logements sociaux dans certains secteurs déterminés au PLU : "j'avais demandé dès le budget 2017 de confier à un bureau d'études un travail de recensement des besoins à venir en la matière et d'estimation des coûts, tout ceci pour prévoir l'évolution du village."

Mme PLANTON indique que dans le cadre de projets de constructions nouvelles une participation peut être demandée aux promoteurs ou aménageurs pour la réalisation de ce type de travaux. Elle précise d'autre part que la taxe d'aménagement des secteurs concernés peut également être majorée.

M. KINET demande qu'une étude soit menée sur les besoins de renforcement et d'extension de réseaux autant d'eau potable que d'assainissement en tenant compte des préconisations du PLU. Il souhaiterait un chiffrage et un descriptif afin de prendre en compte tous ces éléments pour l'élaboration des budgets, notamment quant au reversement des excédents sur le budget communal.



M. GAUTIER rappelle qu'une réunion a eu lieu précédemment avec la SEERC, délégataire des réseaux publics et M. Xavier GIRAUD pour la défense incendie pour travailler sur les extensions de réseaux à prévoir notamment pour la suppression des systèmes d'assainissement autonomes.

M. KINET indique que la Commission d'Urbanisme a déjà travaillé à ce propos lors des réunions sur le PLU et qu'un engagement a été pris sur les zones maintenues urbanisables pour les desservir en assainissement collectif. Il demande quelle sera la position de la Commune si elle n'a plus les fonds pour réaliser ces travaux.

M. PAZ demande si le reversement des excédents de fonctionnement des services de l'eau et de l'assainissement est urgent.

Mme PLANTON rappelle que sans ce reversement de 1M €, le programme d'investissement 2018 de la Commune est totalement remis en question pour les opérations les plus importantes comme la réhabilitation du Groupe Scolaire ou la construction du Centre Technique.

M. VERDON revient sur le mot fort employé par Mme PLANTON qui est : " la gestion des priorités" et approuve.

M. KINET demande si la taxe d'assainissement va baisser..... Il rappelle d'autre part que les problèmes d'hygiène et de salubrité ne sont pas réglés, que des fuites d'égout sont constatées et que les effluents s'écoulent dans l'environnement.

M. VERDON demande si des travaux sont prévus dans les secteurs où les constructeurs ont payé une taxe d'aménagement majorée et combien de temps à la Commune pour les réaliser.

Mme PLANTON répond qu'effectivement des travaux doivent être réalisés dans les secteurs concernés.

Mme GAQUIERE indique que seuls les secteurs à enjeux définis au PLU étaient concernés par la taxe d'aménagement majorée.

M. VERDON indique que certains quartiers étaient concernés en plus des secteurs à enjeux.



A l'évocation du programme d'investissement 2018

M. GAUTIER demande des précisions sur certains points du programme d'investissement de la Commune tels que les ralentisseurs (localisation) pour 40.000 € et la réhabilitation du foyer (travaux prévus) pour 80.000 €.

M. COLLAINÉ indique que les ralentisseurs prévus seront installés au niveau du parking à créer le long de la propriété VERLAQUE, chemin de Correns. Quant à la réhabilitation du foyer, cela consistera à traiter l'accessibilité des locaux, à rénover le rez-de-chaussée et à revoir la toiture de cette partie du bâtiment (environ les 2/3 de la salle). Il précise que ces travaux permettraient de gagner de la hauteur sous plafond et surtout de solutionner les problèmes de fuites.

M. COLLAINÉ revient aussi sur les travaux de construction d'un Centre pour les Services Techniques et précise que le financement doit être étudié.

M. PAZ demande s'il est judicieux de lancer les travaux de réhabilitation du Groupe Scolaire et de construction d'un Centre Technique.

M. VERDON donne la priorité au Groupe Scolaire.

M. COLLAINÉ précise que le chiffre correspond à l'estimation des travaux mais qu'il faut prévoir l'attribution de subventions. Il indique que dans un premier temps les études et les appels d'offres doivent être lancés et qu'ensuite une prospection auprès de certaines entreprises pouvant éventuellement financer la construction du bâtiment contre la mise à disposition des toitures pour des panneaux photovoltaïques par exemple.

M. FOURNEL intervient pour indiquer que le Conseil Départemental a alloué une subvention pour l'acquisition du terrain CHABAS en 2017 et que les travaux doivent donc démarrer avant 2019 car dans le cas contraire la Commune devra rembourser ladite subvention de 120.000 €.

M. SAULNIER précise que la subvention du Département était affectée à l'acquisition du terrain (qui a été officialisée) et ne concernait pas des travaux. Il demande à M. FOURNEL de ne pas avancer de fausses informations : "la subvention est définitivement acquise".

M. GAUTIER pense qu'il est hors de question d'endetter encore la Commune pour la construction du Centre Technique.

M. VERDON approuve.

M. SAULNIER rappelle la nécessité de faire un prévisionnel sachant que les études ne démarreront que dans quelques mois et que le projet en lui-même ne verra le jour qu'en 2019/2020.



M. GAUTIER propose que soient demandées aux entreprises qui ont l'habitude de monter ce genre de bâtiments quelles sont les possibilités de financement en contrepartie de la location des toitures. Il n'admet pas que la Commune doive payer une quelconque somme à un bureau d'études pour s'entendre dire simplement qu'elle a la possibilité de financer l'opération de telle ou telle façon.

M. PAZ demande si le transfert de compétences à la CAPV pour l'eau et l'assainissement est obligatoire ou bien si la Commune peut les conserver.

Mme PLANTON répond que la loi rend effectivement obligatoire ces transferts.

M. PAZ convient que si des travaux d'importance sont à mettre en œuvre pour les réseaux d'eau et d'assainissement, les budgets risquent d'être à court après les reversements.

M. COLLAINÉ rappelle qu'il existe encore une bonne marge dans les deux budgets annexes et que cela va être démontré ensuite.

M. VERDON fustige que jamais la commission des finances n'a validé les propositions budgétaires, il demande à ce que soit retiré cette affirmation sur l'ensemble des documents.

Mme TURINELLI indique que la Commission des Finances s'est réunie en même temps que le Conseil Municipal privé tenu en mars avec pour ordre du jour le DOB.

M. VERDON indique que la Commission des Finances aurait dû être réunie à part pour travailler sur les ROB et entériner les propositions. Il indique que l'ordre du jour ne précisait pas qu'il s'agissait d'une commission des finances mais précisément d'un Conseil Municipal Privé

FIN DES DEBATS

Le Conseil Municipal prend acte des diverses propositions financières de Monsieur le Maire, entérinées par la Commission des Finances, tant pour le fonctionnement que pour l'investissement de l'exercice 2018.



Le Maire,

Bernard SAULNIER

